Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugement civil no 2025TALCH20/00012

Audience publique du jeudi trente janvier deux mille vingt-cinq.

Numéro TAL-2020-00380 du rôle

Composition :

Françoise HILGER, vice-président,
Emina SOFTIC, premier juge,
Melissa MOROCUTTI, premier juge,
Daisy MARQUES, greffier.

ENTRE

PERSONNE1.), demeurant à F-ADRESSE1.),

partie demanderesse aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Josiane GLODEN
d'Esch-sur-Alzette, du 3 octobre 2019,

comparaissant par Maître Laurent HARGARTEN, avocat, demeurant à Esch-sur-Alzette,

ET

- 1) PERSONNE2.), demeurant à L-ADRESSE2.),
- 2) PERSONNE3.), demeurant à L-ADRESSE3.),
- 3) PERSONNE4.), demeurant à L- ADRESSE4.),
- 4) PERSONNE5.), demeurant au ADRESSE5.),
- 5) PERSONNE6.), demeurant à B-ADRESSE6.),

- 6) PERSONNE7.), demeurant au ADRESSE7.) dans le quartier elengesa,
- 7) PERSONNE8.),
- 8) PERSONNE9.), demeurant à F-ADRESSE8.),
- 9) PERSONNE10.), demeurant à L-ADRESSE9.),
- 10) PERSONNE11.), demeurant à L-ADRESSE10.),
- 11) PERSONNE12.), demeurant au ADRESSE7.) dans le quartier elengesa,
- 12) PERSONNE13.), ayant résidé en dernier lieu à L-ADRESSE10.), actuellement sans domicile, ni résidence connue,
- 13) PERSONNE14.), demeurant au ADRESSE11.),
- 14) PERSONNE15.), demeurant au ADRESSE12.), et
- 15) PERSONNE16.), demeurant à F-ADRESSE13.),

parties défenderesses aux fins du prédit exploit GLODEN,

sub 1), 7), 9) et 10) comparaisant par Maître Marcel MARIGO, avocat, demeurant à Luxembourg,

sub 3) comparaisant par Maître Tom KRIEPS, avocat, demeurant à Luxembourg,

sub 2), 4), 5), 6), 8), 11) - 15) défailantes,

sub 2), 4), 8), 9), 12) et 13) parties défenderesses réassignées le 27 avril 2020,

sub 5), 6), 11) et 15) parties défenderesses réassignées le 5 octobre 2020.

LE TRIBUNAL

1. Faits et rétroactes procéduraux

Les faits et rétroactes résultent à suffisance du jugement interlocutoire n° 2021TALCH20/00133 rendu en date du 23 décembre 2021 auquel le tribunal renvoie, et qui peuvent se résumer comme suit :

Par exploit d'huissier du 9 novembre 2015, PERSONNE1.) a fait assigner PERSONNE2.) à comparaître devant le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg aux fins de se voir condamner à lui rembourser la somme de 100.000.- euros, outre les intérêts légaux, qu'il lui aurait virée en vue de la création d'une société ayant pour objet l'import/export de ALIAS1.), projet qui n'aurait finalement pas abouti (la convention fut signée entre parties le 5 juillet 2011).

Par jugement du 9 décembre 2016, la 11^e chambre de ce tribunal a déclaré la demande de PERSONNE1.) irrecevable, aux motifs qu'il ressort d'une copie conforme d'un document de renonciation du 22 avril 2014 portant la signature de PERSONNE1.), que ce dernier a renoncé à sa créance.

Le 20 février 2017, PERSONNE1.) a interjeté appel à l'encontre du prédit jugement. Il a contesté avoir rédigé et signé le prédit document du 22 avril 2014 et sollicité la production de l'original du document par la partie adverse.

Par un arrêt interlocutoire du 30 mai 2018, la Cour d'appel a ordonné à PERSONNE2.) de verser l'original de l'écrit du 22 avril 2014.

Constatant qu'PERSONNE2.) n'a pas versé l'original du document de renonciation, la Cour d'appel a, par un arrêt du 13 février 2019, condamné PERSONNE2.) à payer à PERSONNE1.) la somme de 100.000.- euros, outre les intérêts légaux, sur base de la convention signée entre parties le 5 juillet 2011, ainsi qu'à une indemnité de procédure de 1.000.- euros pour la première instance et de 1.500.- euros pour l'instance d'appel.

Le pourvoi en cassation intenté par PERSONNE2.) à l'encontre des prédits arrêts a été rejeté.

Par exploit d'huissier du 3 octobre 2019, PERSONNE1.) a fait donner assignation à PERSONNE2.), PERSONNE3.), PERSONNE4.), PERSONNE5.), PERSONNE6.), PERSONNE7.), PERSONNE8.), PERSONNE9.), PERSONNE10.), PERSONNE11.), PERSONNE12.), PERSONNE13.), PERSONNE14.), PERSONNE15.) et à PERSONNE16.) à comparaître devant le tribunal de ce siège pour voir ordonner, sous le visa des articles 1166, 815-17, alinéas 2 et 3, et 827 du Code civil, le partage et la liquidation de l'immeuble sis à L-ADRESSE14.), inscrit au cadastre de la commune de ADRESSE15.) sous le n° NUMERO1.), ALIAS2.) de ADRESSE15.), d'une contenance de 3 ares et 00 centiare, détenu en indivision par les parties assignées, voir commettre

un notaire pour ce faire et un juge-commissaire pour surveiller les opérations de partage, voir dire que cet immeuble est impartageable en nature, partant ordonner sa licitation, voir condamner les parties assignées à tous les frais et dépens de l'instance avec distraction au profit de l'avocat constitué pour le requérant et au paiement d'une indemnité de procédure de 5.000.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

Par exploit d'huissier du 27 avril 2020, PERSONNE1.) a fait réassigner PERSONNE14.), PERSONNE13.), PERSONNE10.), PERSONNE9.), PERSONNE5.) et PERSONNE3.).

En date du même jour, un procès-verbal de recherche a été dressé à l'égard de PERSONNE13.) par l'huissier de justice Josiane GLODEN.

Par exploit d'huissier du 5 octobre 2020, PERSONNE1.) a fait réassigner PERSONNE6.), PERSONNE7.), PERSONNE12.) et PERSONNE15.).

Par jugement interlocutoire n° 2021TALCH20/00133 du 23 décembre 2021, le tribunal de ce siège a, avant tout autre progrès en cause, invité Maître Laurent HARGARTEN à verser les preuves de l'accomplissement des formalités de signification ou de notification de l'acte d'assignation aux parties PERSONNE5.), PERSONNE7.), PERSONNE12.), PERSONNE14.) et PERSONNE15.).

Le 24 mars 2022, Maître Laurent HARGARTEN, litismandataire de la partie requérante, a déposé au greffe du tribunal les pièces attestant de l'accomplissement des formalités de notification aux parties précitées conformément à l'article 156 du Nouveau Code de procédure civile.

L'affaire a de nouveau été clôturée le 31 mars 2022 et prise en délibéré à l'audience publique du 31 mars 2022 par le tribunal.

Par courrier du 27 avril 2022, Maître Marcel MARIGO, litismandataire des parties assignées PERSONNE2.), PERSONNE8.), PERSONNE11.) et PERSONNE10.), a sollicité la rupture du délibéré pour survenance d'éléments nouveaux dans le cadre de la plainte pénale que ses mandants auraient déposée à l'encontre de PERSONNE1.) pour escroquerie à jugement.

Par jugement interlocutoire n° 2022TALCH20/00053 du DATE1.) 2022, le tribunal de ce siège a révoqué l'ordonnance de clôture du 31 mars 2022 et invité les parties à prendre position quant au procès-verbal d'audition d'PERSONNE2.) versé par Maître Marcel MARIGO et se prononcer sur la question de la mise en mouvement effective de l'action publique.

Sur ce, les parties ont conclu de part et d'autre.

Par jugement interlocutoire n° 2023TALCH20/00021 du 23 février 2023, le tribunal a, avant tout progrès en cause, sursis à statuer en attendant l'issue de l'instance pénale engagée par PERSONNE2.) contre PERSONNE1.) suivant citation directe.

Il résulte d'une attestation dressée le 19 octobre 2023 par le notaire français Maître PERSONNE17.), que PERSONNE1.) est décédé en date du DATE1.) 2023, laissant comme héritier son épouse PERSONNE18.), ses deux fils PERSONNE19.) et PERSONNE20.) ainsi que sa fille, PERSONNE21.), épouse PERSONNE22.).

Suivant actes de dénonciation d'instance et d'action du 28 décembre 2023, PERSONNE18.) et PERSONNE20.) ont déclaré renoncer à poursuivre la procédure introduite par feu leur époux et père, ayant pour objet le partage, la liquidation et la licitation de l'immeuble indivis sis à L-ADRESSE14.).

Suivant acte de reprise d'instance déposé au greffe du tribunal de céans en date du 6 février 2024, PERSONNE19.) et PERSONNE21.), épouse PERSONNE22.) ont déclaré reprendre en leur qualité d'héritiers de feu PERSONNE1.) l'instance par lui introduite le 3 octobre 2019.

Par ordonnance du 24 septembre 2024, l'instruction de l'affaire a été de nouveau clôturée.

Les mandataires des parties ont été informés par bulletins des 9 octobre et 20 novembre 2024 de la composition du tribunal.

Par ordonnance du 17 octobre 2024, l'instruction de l'affaire a été clôturée.

Aucune des parties n'a sollicité à plaider oralement.

En application de l'article 226 du Nouveau Code de procédure civile, les parties sont réputées avoir réitéré leurs moyens à l'audience des plaidoiries et leurs mandataires sont dispensés de se présenter à l'audience des plaidoiries.

L'affaire a été prise en délibéré par Madame le juge de la mise en état à l'audience des plaidoiries du 28 novembre 2024 conformément à l'article 227 du Nouveau Code de procédure civile.

2. Préentions et moyens des parties

PERSONNE19.) et PERSONNE21.), épouse PERSONNE22.), font valoir que l'instance pénale introduite à l'égard de feu leur père, éteinte suite au décès de ce dernier, a fait l'objet d'une radiation, de sorte qu'il y aurait lieu de statuer sur le fond de l'instance

introduite par feu PERSONNE1.), partant d'ordonner le partage et la liquidation de l'immeuble en indivision sis à L-ADRESSE14.).

Ils demandent également à voir dire que l'immeuble sis à L-ADRESSE14.) est impartageable en nature, partant à voir ordonner la licitation du prédit immeuble et condamner les parties assignées à tous les frais et dépens de l'instance avec distraction au profit de leur avocat ainsi qu'au paiement d'une indemnité de procédure de 5.000.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

PERSONNE4.), indivisaire de l'immeuble sis à L-ADRESSE14.), indique ne pas s'opposer à l'exécution de l'arrêt de la Cour d'appel du 13 février 2019 ayant condamné PERSONNE2.) à payer à PERSONNE1.) la somme de 100.000.- euros, outre les intérêts légaux, sur base d'une convention signée entre parties le 5 juillet 2011, et demande à ce que seule PERSONNE2.) soit condamnée aux frais et dépens de la présente instance.

Les parties de Maître Marcel MARIGO, à savoir, **PERSONNE2.)**, **PERSONNE8.)**, **PERSONNE11.)** et **PERSONNE10.)**, font, dans leur dernier écrit, valoir que l'acte introductif d'instance du 3 octobre 2019 ne viserait pas tous les indivisaires de l'immeuble sis à L-ADRESSE14.), notamment quatre autres enfants de « *feu PERSONNE23.)* », issus de son deuxième mariage avec feu PERSONNE24.), qui seraient également copropriétaires de l'immeuble indivis visé par la licitation, à savoir : PERSONNE25.) née le DATE2.) à ADRESSE16.); PERSONNE26.) née le DATE3.) à ADRESSE16.); PERSONNE27.), née le DATE4.) à ADRESSE16.) et PERSONNE28.), né le DATE5.) à ADRESSE16.).

Étant donné que les parties requérantes n'auraient pas procédé à l'assignation des prédits copropriétaires de l'immeuble indivis, leur demande serait irrecevable.

Pour le surplus et si par impossible la demande telle qu'introduite sur base de l'article 1166 du Code civil soit déclarée recevable, les parties de Maître Marcel MARIGO font valoir que les conditions de l'action oblique ne seraient pas données en cause, alors que les parties requérantes resteraient en défaut de prouver la carence du débiteur, à savoir d'PERSONNE2.), de sorte qu'il y aurait lieu de débouter les requérants de leur demande à ce qu'il soit procédé à la vente forcée de l'immeuble sis à L-ADRESSE14.) et de les condamner au paiement d'une indemnité de procédure de l'ordre de 5.000.- euros, en sus de tous les frais et dépens de l'instance avec distraction au profit de leur avocat constitué.

3. Motifs de la décision

À titre liminaire, le tribunal note que l'instance pénale introduite à l'égard de feu PERSONNE1.), décédé en cours d'instance, est éteinte, de sorte que la surséance à statuer sur base de l'article 3, alinéa 2, du Code de procédure pénale, telle qu'ordonnée par ce tribunal, n'est plus justifiée.

En ce qui concerne le moyen des parties de Maître Marcel MARIGO, soulevé dans leur dernier écrit, tendant à soutenir que tous les co-indivisaires de l'immeuble sis à Luxembourg n'auraient pas été assignés en partage et licitation de l'immeuble visé en cause, et plus précisément l'affirmation de celles-ci suivant laquelle quatre autres enfants de « feu PERSONNE23.) » nés à ADRESSE16.), seraient également co-proprétaires de l'immeuble sis à ADRESSE15.), le tribunal constate que non seulement la qualité de copropriétaire du dénommé « feu PERSONNE23.) » dans les derniers écrits laisse d'être établie en cause mais également le lien de parenté entre celui-ci et les « quatre autres enfants » prétendument issus d'un second lit.

À défaut de toute pièce probante à cet égard, le moyen afférent est à rejeter.

Quant au bien-fondé de la demande de PERSONNE19.) et PERSONNE21.), épouse PERSONNE22.), en partage et licitation de l'immeuble sis à ADRESSE15.), le tribunal rappelle que l'article 815-17 du Code civil introduit par la loi du 8 avril 1993 relative à l'organisation de l'indivision et étendant l'attribution préférentielle en cas de succession aux entreprises commerciales, industrielles et artisanales prohibe toute exécution forcée par les créanciers personnels d'un indivisaire sur sa part dans les biens indivis, meubles ou immeubles.

L'alinéa 3 de cet article leur donne cependant la faculté de provoquer le partage au nom de leur débiteur ou d'intervenir dans le partage provoqué par lui. Par ailleurs, les coindivisaires peuvent arrêter le cours de l'action en partage en acquittant l'obligation au nom et en l'acquit du débiteur.

En vertu de l'article 1166 du Code civil, les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne.

Ils peuvent notamment pratiquer une saisie immobilière sur un immeuble ou réaliser une hypothèque le grevant et provoquer le partage.

Ainsi, le créancier personnel d'un indivisaire est admis à provoquer le partage de l'indivision et en conséquence la licitation du bien indivis.

Il appartient néanmoins à celui qui se prévaut de l'article 1166 du Code civil de prouver que les conditions d'exercice de l'action sont établies.

D'après cet article, il faut être créancier pour avoir le droit d'utiliser la voie oblique. Dès lors que la créance, qu'elle soit ou non garantie par une sûreté, est établie, le créancier peut se prévaloir de cet article (cf. JCL civil, art.1166, fasc.38, n° 133 et s.).

Le créancier qui veut utiliser la voie oblique doit encore justifier d'un intérêt sérieux et légitime.

Il faut notamment que l'inaction du débiteur compromette les droits du créancier, lui cause un préjudice en mettant sa créance en péril.

Ainsi, s'il s'avère que le créancier ne peut recouvrer son dû sur un actif autre que celui procédant de la liquidation des droits de son débiteur dans une indivision, il y a lieu d'en déduire que ce créancier a un intérêt sérieux et légitime, afin de sauvegarder ses droits, à agir pour demander le partage.

Le péril qui pèse sur le créancier résulte ordinairement de l'insolvabilité du débiteur ou du moins d'une menace d'insolvabilité (cf. JCL civil, art.1166, fasc.38, op.cit., n° 162 et s.).

Il résulte des pièces versées en cause que PERSONNE19.) et PERSONNE21.), épouse PERSONNE22.), venus aux droits de feu leur père, PERSONNE1.), disposent à l'encontre d'PERSONNE2.) d'une créance certaine, liquide et exigible d'un montant en principal de 100.000.- euros, outre les intérêts légaux, résultant d'un titre exécutoire en bonne et due forme, à savoir un arrêt de la Cour d'appel du 13 février 2019.

Il n'est pas contesté qu'à ce jour cette dette n'est pas apurée.

Il est encore établi que toutes les tentatives de feu PERSONNE1.) pour récupérer son dû ont échoué, tel que cela résulte d'un procès-verbal de saisie-exécution du 30 juillet 2020, d'un procès-verbal d'apposition de placard du 10 août 2020, d'un procès-verbal de recollement et de vente forcée du 18 août 2020 ainsi que d'un courrier de l'huissier de justice Josiane GLODEN du 20 août 2020 par lequel elle informe feu PERSONNE1.) que l'objet saisi, à savoir un véhicule, a été détourné par la partie débitrice.

Il ressort ensuite des pièces du dossier que l'immeuble dont le partage et la licitation sont demandés constitue un bien indivis des parties assignées et il n'est pas contesté que l'immeuble est impartageable en nature.

Il n'est finalement pas contesté qu'aucune proposition de règlement n'a été faite par les coindivisaires.

Dans ces conditions, l'action oblique du créancier tendant à voir ordonner le partage et la licitation de l'immeuble sis à L-ADRESSE14.), inscrit au cadastre de la commune de ADRESSE15.) sous le n° NUMERO1.), ALIAS2.) de ADRESSE15.), d'une contenance de 3 ares, 00 centiares, est partant recevable et fondée.

En ce qui concerne les demandes respectives en allocation d'une indemnité de procédure, il y a lieu de rappeler qu'aux termes de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, « *lorsqu'il apparaît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le juge peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine.* »

L'application de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile relève du pouvoir discrétionnaire du juge (cf. Cass., n° 60/15 du 2 juillet 2015, n° 3508).

Au vu de l'issue du litige, les parties assignées ne peuvent prétendre à une indemnité de procédure, de sorte que leur demande formulée en ce sens est à rejeter.

Il serait cependant inéquitable de laisser à charge de PERSONNE19.) et de PERSONNE21.), épouse PERSONNE22.), l'intégralité des sommes non comprises dans les dépens qu'ils ont dû exposer.

Eu égard à l'issue du litige, il y a lieu de condamner PERSONNE2.) à payer à PERSONNE19.) et PERSONNE21.), épouse PERSONNE22.), une indemnité de procédure de 2.000.- euros.

En application des articles 238 et 242 du Nouveau Code de procédure civile, toute partie qui succombera sera condamnée aux dépens, à moins que le juge, par décision spéciale et motivée, n'en mette la totalité ou une fraction à la charge de l'autre partie et les avocats à la Cour pourront, dans les instances où leur ministère est obligatoire, demander la distraction des dépens à leur profit.

Au vu du résultat du litige, les entiers frais et dépens sont à mettre à la charge d'PERSONNE2.), avec distraction au profit de Maître Laurent HARGARTEN, avocat constitué pour PERSONNE19.) et PERSONNE21.), épouse PERSONNE22.), qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance.

PAR CES MOTIFS

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, vingtième chambre, siégeant en matière civile, statuant par jugement réputé contradictoire,

reçoit la demande de PERSONNE19.) et PERSONNE21.), épouse PERSONNE22.),

la déclare fondée,

partant, ordonne le partage et la licitation de l'immeuble sis à L-ADRESSE14.), inscrit au cadastre de la commune de ADRESSE15.) sous le n° NUMERO1.), ALIAS2.) de ADRESSE15.) et d'une contenance de 3 ares, 00 centiares,

commet à ces fins Maître PERSONNE29.), notaire de résidence à ADRESSE15.),

désigne Madame le premier juge Emina SOFTIC pour surveiller lesdites opérations, dit qu'en cas d'empêchement du magistrat ou du notaire commis, il sera procédé à leur remplacement sur requête à adresser à Madame la présidente de chambre par la partie la plus diligente, l'autre dûment appelée,

dit la demande de PERSONNE19.) et PERSONNE21.), épouse PERSONNE22.), en octroi d'une indemnité de procédure fondée,

partant, condamne PERSONNE2.) à payer à PERSONNE19.) et à PERSONNE21.), épouse PERSONNE22.), une indemnité de procédure de 2.000.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile,

dit la demande en allocation d'une indemnité de procédure des parties assignées, non fondée, partant en déboute,

condamne PERSONNE2.) à tous les frais et dépens de l'instance avec distraction au profit de Maître Laurent HARGARTEN, avocat constitué qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance.